



# Compte Rendu de la CAP Inspection du travail

## Du 9 décembre 2015

### Informations et questions préalables

Motion préalable sur TEFAL (SNUTEFE FSU, CGT, SUD)

### Motion à madame la ministre en soutien à Laura Pfeiffer

Vendredi 4 décembre 2015, notre collègue Laura Pfeiffer, Inspectrice du travail à Annecy a été reconnue coupable des faits de violation du secret professionnel et recel de documents suite à l'assignation de l'entreprise TEFAL exercée à son encontre.

Notre collègue Laura a été condamnée pour avoir dénoncé les pressions indues de TEFAL à son encontre, tant auprès de sa hiérarchie que du CNIT et pour avoir sollicité le soutien des organisations syndicales.

En 2015, une entreprise peut en toute impunité exercer des pressions à l'égard d'une inspectrice du travail, avec la complicité active du Procureur de la République et utiliser la justice, pour faire taire un agent de contrôle gênant. Le message est très clair pour les autres : mieux vaut ne pas -trop- faire son travail si on ne veut pas récolter d'ennuis.

Dans cette affaire, l'administration, en refusant de reconnaître les pressions dont était victime Laura, en soutenant le RUT et le DIRECCTE contre Laura, en refusant de reconnaître ses arrêts de travail en accidents de service, en refusant de dénoncer publiquement les agissements de TEFAL, s'est discréditée et n'a pas joué son rôle de protection et de gardienne de l'indépendance de l'inspection du travail. Et ceci malgré un avis du CNIT reconnaissant l'existence de pressions extérieures indues à l'encontre de notre collègue.

Si aujourd'hui la Ministre affirme son attachement à l'action de l'inspection du travail auprès des organisations syndicales et des agents, et indique qu'il n'y aura pas de suite à l'inscription au casier judiciaire de cette condamnation, elle ne répond toujours pas sur les demandes de soutien public et de reconnaissance des accidents de service.

Nous continuons d'exiger de l'administration, donc de la Ministre, qu'elle s'exprime publiquement pour soutenir l'action de l'inspection du travail et Laura Pfeiffer et pour dénoncer les pressions exercées par TEFAL. Nous demandons que la Ministre reconnaisse les arrêts de travail successifs de Laura en accidents de service.

1 – 1 – Sur l'affaire TEFAL, le SNUTEFE FSU, en dehors de la motion lue, veut simplement s'interroger sur le poste d'IT présenté à cette CAP à l'unité régionale de la Direccte Rhône-Alpes et son intitulé : « contentieux et négociation encouragée » ! Vaste programme dans cette région vu les circonstances !

2 – L'EPIT. Après 3 ans, le moral des troupes est au plus bas : incompréhension, souffrance de la part des collègues !

La visibilité est absente sur le devenir professionnel des contrôleurs du travail. On change la donne sur les modalités de l'épreuve et cela en rajoute sur l'inquiétude des collègues. Tout cela devient anxiogène et participe à détruire le collectif de travail et à accroître un malaise profond et durable dans les services qui se manifeste parfois jusqu'à des violences internes et à tous les niveaux.

Le SNUTEF FSU vous met en garde sur le climat délétère qu'engendre cette réforme bâclée qui a vu notamment un déclassement, une déqualification des inspecteurs du travail

3 – Demain, quel déroulement de carrière pour les inspecteurs du travail ? Quel déroulement de carrière pour les contrôleurs du travail qui restent sur le tapis ? Quel déroulement de carrière pour ceux affectés dans les services de renseignement en droit du travail ? C'est la disparition programmée de ces services ?

Et quel déroulement de carrière pour les adjoints administratifs, pour les catégories C ? Quelles perspectives ?

Et on ajoute le RIFSEEP, insidieusement mis en place sur les salaires de novembre qui vient classer bureaucratiquement les agents, source encore d'inégalité ! Et que dire du reliquat de fin d'année et de son attribution là aussi arbitraire qui vient diviser encore et encore les agents entre eux !

4 – La réforme territoriale. Le SNUTEFE FSU ne reviendra pas ici sur les dangers qu'elle engendrera demain dans certaines régions (voir la vague brune), mais les agents sont là aussi inquiets sur la disparition de certains postes et sur, de fait, des mobilités géographiques plus ou moins forcées, plus ou moins contraintes, plus ou moins aimables.

5 – Les effectifs. Ils baissent et ils vont baisser. Des choses ne sont plus faites. On laisse de côté les ruptures conventionnelles. On se concentre sur certaines mesures. Et puis, PAN ! on nous impose d'autres tâches à gérer dans un contexte de pénurie d'effectif : l'apprentissage Fonction Publique et puis tiens voilà la garantie jeunes. Une belle mesure avec une commission hebdomadaire. Une belle usine à gaz que nous a montée la DGEFP !

6 – WIK'IT. Rendre compte de son activité, oui, certes ! Mais un train peut en cacher un autre, mais là avec WIK'IT, un masque peut en cacher 18 ! Les agents qui ont suivi la formation l'ont constaté. Ainsi 18 masques de saisie pour saisir un document. Entre 20 à 30 minutes pour une demande LSP. Le SNUTEFE FSU a beaucoup apprécié l'humour de notre DGT qui dès le lendemain du CHSCT ministériel (7 octobre 2015) consacré à l'application WIK'IT adressait une note (8 octobre 2015) aux Direccte sur le déploiement de cet outil et ses bienfaits !

7 – La CAP. Liste d'aptitude : 9 agents pour 1702 ! Soit exactement, 0, 52% !!! Quelle reconnaissance !

Les tableaux d'avancement laissent beaucoup trop d'agents sur le côté et viennent souvent promouvoir des agents très récents !

---

### **Quelques éléments de réponse du DRH aux élus:**

Monsieur Blondel ne souhaite pas revenir sur la motion présentée par les syndicats. Il indique que la Ministre suit personnellement le dossier et a demandé à l'administration de le suivre attentivement.

Le SNUTEFE est intervenu pour demander que la ministre, au-delà des engagements qu'elle a pris pour Laura PFEIFFER demande au Procureur général de la Cour d'Appel de LYON d'intervenir auprès du procureur MAILLAUD d'ANNECY, ce que permet le code de procédure pénale, pour connaître la situation des procès-verbaux en souffrance au Parquet d'ANNECY concernant TEFAL. Il ne s'agit nullement d'une ingérence dans les affaires de la Justice, mais simplement d'une demande courante des administrations intéressées dans le déroulement des affaires pénales dont elles sont à l'origine. Cette demande serait la preuve que la ministre du travail entend conforter l'action de contrôle de l'inspection du travail et s'assurer que TEFAL ne fait pas l'objet d'un traitement particulier du procureur d'ANNECY pour faire échapper l'entreprise qui a voulu écarter Laura PFEIFFER de sa section, et ainsi affirmer l'indépendance de l'inspection du travail dans cette affaire.

Sur l'EPIT, monsieur BLONDEL déclare être conscient que cet « examen-concours » est source de difficultés. Il se réjouit du grand succès de l'EPIT, vu le nombre de candidats et constatant que l'importance du taux d'échec est la conséquence de ce nombre très important de ceux qui l'ont présenté !!! L'administration réfléchit une fois de plus sur le type d'épreuves et les modifications à y apporter. Il propose d'en discuter début janvier avec les OS. Il indique que des discussions sont en cours avec la DGAFP sur le statut du corps de l'inspection du travail et sur la prolongation de l'EPIT sur les prochaines années.

Sur le RIFSEEP et le reliquat de fin d'année, monsieur BLONDEL déclare qu'il en a déjà suffisamment parlé et qu'il ne souhaite pas y revenir.

Monsieur BLONDEL souhaite ouvrir des discussions sur la place et les parcours professionnels des contrôleurs du travail dans les services, au regard du bouleversement lié à l'EPIT. Nous avons interpellé le DRH sur l'avenir des services de renseignement en droit du travail, composés quasi intégralement de contrôleurs du travail et la disparition programmé du corps entraînant fatalement la question de l'avenir des services de renseignement au sein des UT. La réponse surprenante du DRH, confirmant la pertinence de cette interpellation, évoque les pistes de remplacement des contrôleurs par des secrétaires administratifs, voir des catégories C, alors que les postes en C ne sont plus jamais remplacés !

Pour le nombre de postes concernant la liste d'aptitude, monsieur Blondel indique qu'il s'agit d'un décret qui prévoit que l'on ne peut disposer que d' $1/5^{\text{ème}}$  du nombre de postes offerts au concours dans l'année, soit  $47/5 = 9,4$ , soit 9 ! Les 0,4 restants seront attribués l'année prochaine.

Quant aux catégories C, monsieur BLONDEL indique qu'il y a eu un plan de requalification de C en B de 2012 à 2015 permettant de doubler la promotion de C en B, soit 40 à 50 postes par an pour l'ensemble des ministères sociaux ! Les élus ont fait remarquer que cela est très dérisoire, vu le nombre d'agents pour l'ensemble des ministères sociaux. Il va demander la prolongation de ce plan pour les années 2016 à 2018. Aucune mesures nouvelles, car cela suppose des mesures budgétaires et on manque de moyens ! Dixit monsieur Blondel.

### 1) Examen du projet de liste d'aptitude à l'emploi d'inspecteur du travail 2016

VANGIONI Jean-Louis (DIRECCTE Provence- Alpes- Côte d'Azur – UT Alpes Maritimes)  
 ROUHALDE Renée (DIRECCTE Rhône- Alpes) – UT Loire)  
 MOUSSELIN Claudie (INTEFP)  
 THOUROUDE Eliane (DIRECCTE Ile de France)  
 LEROUX Josette (DIRECCTE Bourgogne)  
 CHASTILLON Annie (DIRECCTE Corse)  
 COLLURA Rose-Anna (DIRECCTE Ile de France – UT Val d'Oise)  
 MOREIRA DA SILVA Maryline (DIRECCTE Poitou-Charentes)  
 FRANZONI Bernadette (DIRECCTE Lorraine – UT Vosges)

Dossiers sortis par le SNUTEFE - FSU : Viviane BLANC (UT 31), Monique LANGEARD (UT 14),  
 Chantal GENIN (UT 38), Marie Jo PICHON (UR Midi-Pyrénées), Aïda ESTEVES (UT 64)  
 Les dossiers évoqués : Micheline SAVEAN et Michel BAUDET

Mise aux votes :

- pour : Administration
- contre : CGT et SNUTEFE FSU
- abstention : CFDT et SUD

### Mutations des Inspecteurs du travail :

Poste offert	Nouveau titulaire	Résidence antérieure	Observations
<b>Région Alsace</b>			
UT 68 – CDET - SV	AYMONIER Adeline	UT 14	
<b>Région Aquitaine</b>			
UR – chargé de mission emploi - SV	WAQUIER Amélia	UT 51	
<b>Région Auvergne</b>			
UR – FSE et IEJ	MONTCLARET Lucie	INTEFP élève	

<b>Région Bourgogne</b>			
UR -ARM			Non pourvu
UT 71 – section Châlon-sur-Saône	KERLEAU Julien	UT 92	1 <sup>er</sup> juin 2016
<b>Région Bretagne</b>			
UR – responsable FP	CHARRIER Cécile	UT 53	
UR – FSE - SV			Non vacant
UT 35 - CDET	AZE Jean-François	UT 53	
<b>Région Centre Val de Loire</b>			
UT 45 – section 2 postes			Non pourvus
<b>Région Champagne Ardenne</b>			
UT 08 – section 3 postes Charleville			Non pourvu
UT 10 – section agricole			Non pourvu
UT 51 – 2 postes Châlon			Non pourvu
<b>Région Corse</b>			
UT 2B – section SV	GIMENEZ Emmanuelle	Dirrecte Auvergne	
<b>Région Franche Comté</b>			
UT 90 – mutations économiques - SV			Non vacant
<b>Région Ile de France</b>			
UR – recours juridiques et recours relations du travail	OULD AOUDIA Pauline	UT 92	
UR – relations individuelles PMDIT	CHAUVIN Nelly	UT 93	
UR – dialogue social territorial - SV			Non pourvu
UT 75 – 8 postes section	SARDOU Sarah Louise	UT 76	1 <sup>er</sup> juin 2016

<b>Région Languedoc-Roussillon</b>			
UT 30 - CDET			Non pourvu
UT 48 - section			Non pourvu
<b>Région LORRAINE</b>			
UR – chargé d'études SESE SEVE			Non pourvu
UT 54 - CDET			Non pourvu
UT 55 – CDET SV			Non pourvu
UT 57 - section	NIERI Cédric	DIRECCTE Picardie	
<b>Région Midi Pyrénées</b>			
UT 31 section	CHEVER Elisabeth	UT 59	
<b>Région Nord Pas de Calais</b>			
UR - FSE	HAQUETTE Pascal	INTEFP élève	
UR – appui pilotage animation IT	RIVIERE Patrick	UT 25	
<b>Région Basse Normandie</b>			
UT 14 - IAE			Non pourvu
<b>Région Poitou Charentes</b>			
UT 17 - section			Non pourvu
<b>Région PACA</b>			
UT 83 – 3 postes section	MANTERO Caroline	Direccte PACA	2 autres postes non pourvus
UT 13 – section 2 postes dont Aix	CHEVALIER Sophie Sarah ROSSET Fabienne	UT 83 dispo	Marseille Aix
<b>Région Rhône Alpes</b>			
UR contentieux négociation encouragée !!!	ROSIER Bruno	INTEFP élève	
UR – chargé de mission FSE	AUGE Sabrina	UT 73	
UT 07 - CDET			Non pourvu
UT 26 - CDET	CHAMPION Cathy	détachée	
UT 38 - section			Non pourvu

UT 38 – section Bourgoin Jallieu			Non pourvu
UT 42 - section	DASZYK Dorota	INTEFP élève	
UT 42 - section Roanne 2 postes dont 1 SV			Non pourvu en IT
UT 69 – section 2 postes dont 1 SV	AFFRE Thierry	UT 42	1 <sup>er</sup> juin 2016, sous réserve CAP CT
	MEYER Pascale	UT 38	
UT 73 – section 2 postes dont 1 SV	COMPTOUR Guillaume	UT 03	1 poste non pourvu
UT 74 – section 2 postes			Non pourvus en IT
<b>DOM COM</b>			
Dieccte Guadeloupe – section agricole	FERCHAUD Emeric	UT 40	
Dieccte Guadeloupe– poste section Saint Martin- SV			Non pourvu
Dieccte Réunion – responsable sécurité – risques professionnels	VIGNAU Florence	UT 17	
<b>Administration Centrale</b>			
DGT – RT 2 négociation et conflits			Non pourvu

**Nominations des responsables d'unité de contrôle (RUC):**

Poste offert	Nouveau titulaire	Grade	Résidence antérieure	Observations
UT Cher 18	PERROT Régis	DAT	UT 94	Au 1 <sup>er</sup> juin 2016
UT Loir-et-Cher 41	GROSSIN-MOTTI Thierry	IT	UT 41	
UT Loiret 45				Poste NV
UT Seine-et Marne 77				Vote Claude SANGUA (TA n°88) : 6 pour (CGT, SNU, CFDT), 1 abst (Sud) ; 7 contre (adm)

UT Seine-et-Marne 77				Non pourvu
UT Essonne 91				Poste NV
UT Hauts-de-Seine 92				Non pourvu
UT Ariège 09	MAISSONNIER Joan	IT	UT 09	
UT Loire-Atlantique 44	BERRIEIX Corinne	DAT	UT 85	
UT Sarthe 72	QUEGUINER Isabelle	DAT	UT 29	
UT Vendée 85	VIGIER Bertrand LERAY Sébastien	IT IT	UT 85 UT 85	
UT Bouches-du-Rhône 69	MAGAUD Rémi	IT	UT 13	TA n°9

#### Examen des demandes de mutation des directeurs adjoints du travail

Poste offert	Nouveau titulaire	Grade	Résidence antérieure	Observations
<b>Région Bretagne</b>				
UT – Finistère - responsable Pôle emploi -insertion				Non pourvu
<b>Région Corse</b>				
UR – chef de service emploi EMT - SV		I		Pourvu en interne
<b>Région Ile-de-France</b>				
UT - Essonne -adjoint au responsable du pôle 3 <sup>E</sup> - SV				Non Vacant



Région Languedoc Roussillon				
UT du Gard – responsable de service accès et retour à l’emploi	BATAILLARD Christiane	IT	Direccte Rhône-Alpes	TA n°90
Administration Centrale				
DGT – DASIT 1 – chargé de mission méthodologique				réexamen
DGT-DASIT 1 – ingénierie des modes d’intervention	BROUSSE-MIGNAVAL Maud	DAT	UT 94	
DGT – GNVAC – agent de contrôle GNVAC – 3 postes				Vote Pascal GOSSE : 2 pour (CFDT), 4 abst (CGT, SNU), 4 contre (adm) 2 autres postes non pourvus

### Examen du projet de tableau d’avancement au grade de directeur adjoint du travail au titre de 2016

1. PRUD’HOMME Olivier DIRECCTE Rhône-Alpes - UT Loire
2. DARRACQ Larissa DIRECCTE Ile de France - UT Paris
3. JUST Anne-Marie DIRECCTE Rhône-Alpes - UT Ain
4. FLORENTY François DIRECCTE Bretagne - UT Côtes d’Armor
5. MONNOIR Geneviève DIRECCTE Aquitaine - UT Dordogne
6. PECHVERTY Stéphane DIRECCTE Limousin - UT Corrèze
7. ACCHIARDI Claude DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d’Azur- UT Alpes Maritimes
8. ANDRE Richard DIRECCTE Languedoc-Roussillon - UT Gard
9. BERGERE-AMICE Christine DIRECCTE Aquitaine - UT Gironde
10. BURNAT Chantal DIRECCTE Rhône- Alpes - UT Savoie
11. LABRUYERE Didier DIRECCTE Centre-Val de Loire - UT Indre et Loire
12. KLOETZLEN Jean-Philippe DIECCTE Guyane
13. DROUIN-GOUSSEREY Nathalie DIRECCTE Picardie - UT Oise
14. GIROD Emmanuel DIRECCTE Franche Comté
15. LAFONT Valérie DIRECCTE Auvergne
16. CHELLE Juliette DIRECCTE Pays de la Loire - UT Loire Atlantique
17. MARTIN Pascal DIRECCTE Rhône-Alpes - UT Haute Savoie
18. SINGERY Anouck DIRECCTE Midi-Pyrénées - UT Gers
19. VIGNAU Florence DIRECCTE Poitou-Charentes – UT Charente Maritime
20. SIERADSKI Frédéric DIRECCTE Nord-Pas de Calais
21. JAFFRE Yann-Gaël DIRECCTE Ile de France - UT Yvelines
22. JOLY Emmanuel DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d’Azur - UT Var
23. HUET Corinne DIRECCTE Basse Normandie – UT Calvados
24. CARRE Véronique DIRECCTE Ile de France – UT Essonne
25. MIRAMOND SCARDIA Fabienne DIRECCTE Languedoc-Roussillon – UT Gard
26. GODART Marie-Noëlle DIRECCTE Champagne-Ardenne – UT Ardennes

27. LÉBOULANGER Pierre-François DIRECCTE Haute Normandie – UT Eure
28. MASSIA Philippe DIRECCTE Bourgogne
29. LAUTONE Agnès DIECCTE Guadeloupe
30. DUGUET Maryse DIECCTE Martinique
31. FLEURANCE Sophie DGT
32. BURGUNDER Ingrid DIRECCTE Centre-Val de Loire – UT Loiret
33. DECLEIR Caroline DIRECCTE Alsace – UT Bas Rhin
34. FOCA Marguerite DIRECCTE Lorraine – UT Moselle
35. SAUVIAT Béatrice DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d’Azur - UT Var
36. BARAD Philippe DIRECCTE Alsace – UT Haut Rhin
37. ENGELHARD Sophie DIRECCTE Bourgogne
38. TOURET Evelyne DIRECCTE Languedoc-Roussillon – UT Aude
39. MARCHAIS Christian DIRECCTE Poitou-Charentes – UT Deux Sèvres
40. PERON Michel DIRECCTE Bretagne – UT Finistère
41. SEROUR Raphaël DIRECCTE Ile de France – UT Hauts de Seine
42. AZARI Alexandre DIRECCTE Ile de France – UT Hauts de Seine
43. CHAPELLE Martine DIRECCTE Auvergne
44. MAROT Mickaël DIRECCTE Lorraine – UT Meurthe et Moselle
45. BELLOIS Camille DIRECCTE Nord- Pas de Calais – UT Pas de Calais
46. L’HOMMEE Valérie DIRECCTE Rhône-Alpes – UT Rhône
47. RUBAGOTTI Barbara DIRECCTE Champagne-Ardenne – UT Aube
48. LEROY Hervé DIRECCTE Picardie – UT Somme
49. KUENTZ Catherine DIRECCTE Aquitaine – UT Lot et Garonne
50. GUILLOU Claude DIRECCTE Bretagne – UT Morbihan
51. GRIZARD-MARTIN Sarah DIRECCTE Bourgogne – UT Nièvre
52. DELAS Michèle DIRECCTE Ile de France – UT Paris
53. TURPEAU Martine DIRECCTE Poitou-Charentes – UT Charente Maritime
54. BILLEBEAU Nadège DIRECCTE Ile de France – UT Seine St-Denis
55. TOUSSAINT Astrid DIRECCTE Lorraine
56. BEAUCARDET Hélène DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d’Azur - UT Bouches du Rhône
57. BERTHREU Patrice DIRECCTE Ile de France
58. CHEVALIER Régine DIRECCTE Ile de France – UT Val de Marne
59. KUSPER Michel DIRECCTE Nord- Pas de Calais
60. EYMERIE Claire DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d’Azur - UT Alpes Maritimes
61. CHAVEROT Virginie DIRECCTE Rhône-Alpes
62. MAHEKE-NGAMAHA Charles DIECCTE Réunion
63. TEULIERES Palmira DIRECCTE Rhône-Alpes
64. COLAS Marie Violaine DIRECCTE Ile de France – UT Paris
65. DEHOUCK Alain DIRECCTE Nord- Pas de Calais- UT Pas de Calais
66. AUMONT Marguerite DIRECCTE Languedoc-Roussillon – UT Pyrénées Orientales
67. EL QADI Nadia DIRECCTE Ile de France – UT Val d’Oise
68. GROSJEAN Sébastien INTEFP
69. CHEKROUNI Mohammed DIRECCTE Ile de France – UT Hauts de Seine
70. MARC Gaëlle DIRECCTE Aquitaine – UT Gironde
71. NICOLAS Pierre-Yves DIRECCTE Bretagne – UT Côtes d’Armor
72. BARRET Nadia détachée Nouvelle Calédonie
73. OULD AOUDIA Pauline DIRECCTE Ile de France – UT Hauts de Seine
74. NARME Maryse DRH
75. ROCHE Nathalie DIRECCTE Rhône-Alpes – UT Loire
76. AUGARTEN Michel DIRECCTE Ile de France
77. TONNAIRE Anne-Lise DIRECCTE Rhône-Alpes – UT Rhône
78. BARBA Lucie DIRECCTE Midi-Pyrénées – UT Tarn
79. GERNELLE Christine DIRECCTE Champagne-Ardenne – UT Ardennes
80. BURRET Céline DIRECCTE Limousin – UT Haute Vienne
81. CHASSAING Didier DIECCTE Guyane
82. JAUZION Fabien DIRECCTE Centre – UT Loiret

83. SONDE MIKAMONA Frédéric DIRECCTE Haute Normandie (UT Seine Maritime)
84. PAQUET-GASNIER Marjorie DIECCTE Mayotte
85. MARIGNIER Marie- Noëlle INTEFP
86. VITRE Chrystèle Détachée ministère de la justice
87. VIAL Hélène – détachée ministère de la Justice
88. LONGIN Marie-Pierre – DIRECCTE Rhône-Alpes – UT Rhône
89. LE GAILLARD Jean-Bernard – DIRECCTE Bretagne – UT Morbihan
90. FERRERE Lionel – DIECCTE Réunion
91. VITEK William – DIRECCTE Poitou Charentes – UT Charente Maritime
92. Claude SANGUA – DIECCTE Guadeloupe

Dossiers sortis par le SNUTEF FSU : Brigitte SENEQUE (UT 64), Jean-Bernard LE GAILLARD (UT 22), William VITEK (UT 17), Hervé JACQ (UT 56), Emmanuel LAGLEYSE (UT 14)

<b>Postes de Directeurs du travail (mutations)</b>
--

Postes à pourvoir	Nom du Candidat	Résidence d'origine	Observations
UR AQUITAINE Adjoint au chef du pôle 3 <sup>E</sup> Poste infrarégional	PAILLEAU Marie José	UR Aquitaine	TA n° 3
UT 33- directeur délégué Poste infrarégional	DUBO Sylvie	UT 33	TA n° 17
DIECCTE Réunion – responsable FSE et adjoint responsable du pôle	CORNUAU Jean-Marc	UT 17	TA n°30
DIECCTE Martinique – adjoint chef du pôle 3E			Poste retiré, suite à l'avis négatif du DIECCTE, dont l'administration n'a pas voulu en communiquer la teneur aux élus. Vote pour AACHEN Brigitte (détachée): 2 pour (SNU, CFDT), 2 contre (Adm)

### 1) Examen du projet de tableau d'avancement au grade de directeur du travail au titre de 2016

1. LEVIER Jean- Michel (DIRECCTE Champagne- Ardenne- UT Marne)
2. ESCALERE Bruno (INTEFP)
3. BARRAL-BOUTET Florence (DIRECCTE Rhône-Alpes – UT Isère)
4. RADUSEVIC Martine (DIRECCTE Midi-Pyrénées – UT Tarn et Garonne)
5. DELASALLE David (DIRECCTE Haute Normandie)
6. CHAZELLE Barbara (DIRECCTE Bretagne- UT Côtes d'Armor)
7. CAILLON Philippe (DIECCTE Réunion)
8. PIECKO Eric (DIRECCTE Midi-Pyrénées – UT Aveyron)
9. MAFFIONE Angelo (DIRECCTE Auvergne – UT Haute Loire)
10. MACCES Gérard (DIRECCTE Bourgogne- UT Nièvre)
11. PAUTREMAT Dominique (DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur – UT Vaucluse)
12. DALMAS Michel (DIRECCTE Midi-Pyrénées – UT Gers)
13. AUCOUTURIER Anne-Lise (DIRECCTE Ile de France)
14. BRENON Michel (DIRECCTE Pays de la Loire) – UT Loire Atlantique)
15. COL Agnès (DIRECCTE Rhône-Alpes)
16. POINCET Raymond (DGT)
17. ALIES-GIRARDOT Véronique (DIRECCTE Haute Normandie – UT Eure)

18. DUPOUY Alain (DIRECCTE Ile de France – UT Paris)
19. LENOIR Martine (DIRECCTE Nord- Pas de Calais)
20. DEROCHE Yves (DIRECCTE Limousin – UT Haute Vienne)
21. BENAS Christian (DGEFP)
22. VAUDET-LAISNÉ Myriam (délégation régionale droits des femmes Nord-Pas de Calais)
23. PFEIFFER Laurent (DIRECCTE Auvergne)
24. DESFONTAINES Christian (DIRECCTE Rhône-Alpes – UT Savoie)
25. CHAPPUIS-COUHERT Armelle (DRH)
26. REMEUR Nicolas (DIRECCTE Ile de France – UT Hauts de Seine)
27. GALLIOU Daniel (DIRECCTE Pays de la Loire – UT Loire Atlantique)
28. GARDIES Jean-Louis (Wallis et Futuna)
29. TESTOT Alain (Office Français de l'Intégration et de l'Immigration)
30. THERY Laurence (ANACT – ARACT Picardie)
31. CAROFF Didier (DIRECCTE Ile de France – UT Val d'Oise)
32. CAVAGNARA Michel (UT 34)
33. TERRIER Jean-Pierre (UR Basse Normandie)

Dossiers sortis par le SNUTEFE FSU : Jean-Pierre TERRIER (UR Basse Normandie), Fabienne RODENAS (UT 84), Bernadette BARON (UT 31), Emmanuelle GARCIN (UT 47), Claudine BAUDRY (UT 24)

Mise aux votes : Pour : Administration, CFDT, SNUTEFE

**Les élus SNUTEFE FSU :**

- **Paul RAMACKERS – UT 30 – 04 66 38 55 75**
- **Vincent RUPRICH – UT 75 – 01 70 96 17 97**